



Revue Intelligence Stratégique
Journal des publications scientifiques
Volume 6, numéro 16
Juillet-Décembre 2023
p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488
<https://doi.org/10.62912/>

GÉOPOLITIQUE D'INTENDANCE IMPOSÉE À LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : PARADIGMES DE PRISE DE CONSCIENCE ET DE PRISE DE RESPONSABILITÉ

Felly LUKUNGA NGOMBA

Cadre scientifique et Doctorant en Relations Internationales à l'Université Pédagogique Nationale
(UPN)/Kinshasa-RDC

RESUME

Cet article pose la réflexion sur la manière dont on peut produire du changement dans un pays sous l'emprise impérialiste comme la RDC. La souveraineté de ce pays est en souffrance suite à son incapacité d'exercer l'effectivité de son pouvoir sur l'ensemble de son territoire. Cette étude propose huit paradigmes pouvant conduire à ce pays de sortir du joug de la géopolitique d'intendance.

Mots-clés : *géopolitique d'intendance, paradigmes, prise de conscience, prise de responsabilité.*

ABSTRACT

This paper raises the question of how to bring about change in a country like the DRC, under imperialist control. The country's sovereignty is under threat due to its inability to exercise effective power over its entire territory. This study proposes eight paradigms that could lead this country out of the yoke of stewardship geopolitics.

Keywords : *stewardship geopolitics, paradigms, awareness, taking responsibility.*

INTRODUCTION

La dépendance politique est une géopolitique d'intendance imposée à la République Démocratique du Congo. Cette stratégie est pratiquée de

manière dévastatrice, à la fois par les sociétés multinationales qui représentent, en fait, à la fois le développement perdu et l'impossible souveraineté de cet Etat.

Le néocolonialisme occidental démontre comment les dirigeants africains sont utilisés comme des agents au service des gouvernements occidentaux. La géopolitique d'intendance explique la nouvelle forme de l'hégémonie occidentale visant, non seulement, la domination économique, mais également, la manipulation politique et si nécessaire, des assassinats des dirigeants désobéissants ou anti-impérialistes, en l'occurrence Patrice Emery Lumumba et Laurent-Désiré Kabila,... C'est la raison pour laquelle la RDC demeure dans la pauvreté criante plus de soixante ans de son indépendance.

La géopolitique d'intendance est une menace réelle sur l'indépendance politique de la République Démocratique du Congo. C'est à travers cette doctrine politique occidentale appliquée dans ce pays qu'il ne parvient pas à se développer. A la fin de la colonisation, les Belges ont pris les soins de mettre en place un mécanisme de contrôle des rouages politiques et par ricochet, pérenniser la géopolitique de prédatons. C'est ainsi qu'ils vont miser sur l'élite politique et parfois les intellectuels.

Il revient cas même de noter que malgré l'exploitation de ses richesses depuis l'ère coloniale, son héritage a survécu face à cette géopolitique de prédatons. La décolonisation, l'instabilité politique, les conflits armés, les divisions inter-éthniques sont conçus de manière à perpétuer l'importance stratégique du monde occidental et faire de ses dirigeants leurs intendants.

Cette réflexion est centrée sur la géopolitique d'intendance à travers la dépendance politique imposée à la République Démocratique du Congo. Il relève les mécanismes à travers lesquels l'impérialisme occidental se perpétue dans la gouvernance de ce pays.

Ainsi donc, nous nous donnons la charge de décortiquer les mécanismes à travers lesquels le monde occidental applique cette vision géopolitique paternaliste en République Démocratique du Congo au plan

politique et par la suite proposer de paradigmes du changement. C'est, pensons-nous, un travail qui ne se limiterait pas à l'indignation ou à l'expression du remords.

Ces deux aspects, indignation et remords, encadrent le récit de la dépendance imposée à la RDC. La dénonciation de l'isomorphisme colonial tout comme l'expression d'un repentir ont certes une valeur heuristique et politique, mais ils ne peuvent expliquer pourquoi et comment des pratiques que l'on peut qualifier de « coloniales » resurgissent.

Cette étude s'articule autour de huit points principaux constituant les nouveaux paradigmes pouvant juguler la géopolitique d'intendance à laquelle la RDC est soumise.

I. CONSCIENTISATION

D'entrée de jeu, il sied de reconnaître que la conscientisation est fondamentale dans toute initiative du changement. Le changement part de la conscience de nécessité du changement.

C'est par la prise de conscience de l'existence d'une maladie ou d'un problème qu'on s'active à trouver des solutions. Car il n'y a pas de pire malade qu'un malade qui se croit être en bonne santé.

Il faut aller de la prise de conscience du problème à la prise de conscience de la capacité à résoudre ledit problème. La conscience d'une maladie est une guérison à moitié parce qu'on est en quête de solutions.¹

Le Congolais doit être conscient qu'il peut produire du changement dans son pays. Il ne doit plus continuer à attendre que tout lui vienne de l'extérieur. Mais en quoi consiste ce travail de conscientisation ?

La conscientisation consiste à créer un sentiment d'urgence dans le chef de l'élite politique et toutes les forces vives de la Nation. Il est question de dire aux Congolais qu'il y a un problème, que la situation socio-

¹ ARNAUD L., « Une conscientisation pratique. Les mobilisations culturelles des habitants d'un quartier populaire de Fort-de-France entre autonomisation et politisation », dans *Sociétés contemporaines*, n°118, 2020, p. 25.

économique et politique est déplorable et inconfortable et qu'on peut le changer.

La RDC doit se désaccommoder des situations anormales auxquelles elle est habituée. Il y a beaucoup de forces de blocage qui travaillent pour empêcher l'élite politique ainsi que la population à travailler pour le changement et penser que la pauvreté, l'insécurité,... sont normales.

Mais qu'est-ce qui n'est pas normal ? Ce qui n'est pas normal : c'est ne pas manger à sa fin, ne pas avoir l'accès à l'eau et l'électricité, ne pas avoir à l'éducation et aux soins de santé,... dans son propre pays alors que les étrangers en l'occurrence les Occidentaux tirent tous les profits par le mécanisme de la géopolitique d'intendance.

Dans ce processus, nous osons croire que la part des influenceurs en l'occurrence : les hommes d'église, de médias, des intellectuels, des politiques,... est d'une grande nécessité pour mettre en place une coalition des forces du changement.

II. COALITION DES FORCES DU CHANGEMENT

Ici, il est question de mettre en place une synergie de forces et d'énergies. Il est important de savoir que la conscience de l'existence du problème et le souhait de s'en débarrasser ne suffisent pas. Car il est difficile de produire un changement dans une communauté et lutter contre les forces extérieures en y travaillant seul. D'où la nécessité de coaliser.

Il faut conclure des alliances et fédérer des forces. Il est certes difficile de réussir l'unanimité dans cette démarche.² Il est question d'aboutir à un minimum de quota susceptible d'impacter les autres dans le travail de reformatage collectif en vue de la mise en place des idées forces.

A ce sujet, Jean-Fils Aimé estime ceci : « si 20% d'une population sont conscients de l'existence du problème et animés par le souci de produire

² ROCARD M., « Le développement de l'Afrique, affaire de volonté politique », dans *Etudes*, n°398, 2003, p. 31.

le changement, cela finira par s'opérer ». Il n'y a pas forcément nécessité que les 80% adhèrent à l'initiative.

Maintenant, la grande question qui se pose est celle de savoir : avec qui faut-il coaliser ? A ce niveau, il appert qu'il faut puiser auprès des personnes qui ont une influence directe sur les autres membres de la communauté. Ces gens sont, à notre humble, les forces de blocage du changement. Il va falloir procéder par un travail de reprogrammation mentale pour faire d'eux les véritables forces du changement.

Parmi ces forces à transformer et réformer pour produire le changement et faire aux interférences extérieures sont les suivantes :

Primo, c'est le secteur religieux. Point n'est besoin de rappeler à quel point ce secteur a été au cœur de géopolitique coloniale. Il faut aussi reconnaître la forte influence du religieux dans les chefs des populations congolaises. Ainsi donc, une église congolaise dans sa pluralité et diversité acquise à la cause de l'émancipation de la RDC contre la géopolitique d'intendance est une force redoutable. Ce pays a besoin de grands leaders religieux à l'image de Malcol X. ou Martin Luther King Jr, Simon Kimbangu,... Le secteur religieux a fait partie de la trilogie stratégique du colonisateur à savoir : le militaire, le marchand et le missionnaire.

Secundo, ce sont les opérateurs économiques. Un travail de transformation dans ce secteur conduirait une classe des hommes et femmes d'affaires ancrés dans la conscience citoyenne, c'est-à-dire départis du capitalisme du désastre pour devenir de véritables acteurs du développement. Cela afin de réduire l'écart entre les riches et les pauvres. Il faut amener cette catégorie des hommes à travailler dans la construction d'une classe moyenne en investissant d'abord au Congo. C'est aberrant d'assimiler le mot "investisseurs" aux étrangers alors que ça devrait être les nationaux.

Tertio, ce sont des militaires. Dans les Etats sous-développés comme la RDC, les militaires sont des faiseurs et de défaiseurs de rois. Et les militaires sont un levier que l'Occident, dans leur géopolitique d'intendance, utilise pour défaire un régime qu'il estime insoumis. Même quand il faut

bloquer une révolution, ce sont des militaires qui constituent le dernier rempart.

Quarto, c'est l'élite intellectuelle. Cette catégorie de population est très importante parce que ce sont des intellectuels qui pensent, enseignent, bref, ils ont la jeunesse devant eux.

Quinto, ce sont des hommes de médias. Ces derniers sont nécessaires dans le façonnement des opinions. Par élite médiatique, il faut entendre aussi les artistes de tous ordres.

Sixto, ce sont les politiciens. Une coalition à ce niveau est nécessaire parce que ce sont eux qui gèrent le pays ou ont la responsabilité de sa gouvernance. Une classe politique animée par le souci de l'intérêt général est une force redoutable du changement pour la RDC.

Septimo, quelques élites des puissances occidentales. A ce niveau, il est question de puiser dans ces pays, des politiques qui sont en déphasage avec le néocolonialisme porté par leurs États, à l'exemple de Jean-Luc Mélenchon (France), pour porter la cause congolaise à l'opinion publique internationale.

Octavo, l'alliance avec la diaspora. Ces personnes ont acquis un certain savoir-faire qui peut être profitable pour le développement du pays. Il sied également de signaler que l'aide la plus stable de la RDC provient de la diaspora. Ce sont des millions, voire des milliards de dollars qui sont transférés annuellement dans ce pays.

Ces forces de changement ne peuvent agir efficacement que si leurs actions s'inscrivent dans une vision et des stratégies claires.

III. VISION ET STRATEGIES CLAIRES

Dans les pays africains en l'occurrence la RDC, quand on parle de changement, l'idée première est le gouvernement. Quand on parle des réformes, cela signifie changement des animateurs.

A ce niveau, la stratégie de l'Occident consiste à bombarder un nouveau gouvernement pour apaiser les populations. Du coup, il se constate

qu'il n'y a pas d'améliorations malgré le changement de gouvernement ou des animateurs.

Le changement doit être construit sur un imaginaire créatif, une vision claire et des stratégies efficaces.³ Pour ce faire, la participation de toutes les forces du changement évoquées ci-haut s'avère importante, d'où la nécessité d'une bonne communication.

IV. COMMUNICATION

A ce stade, il est question de vulgariser la vision de ce que l'on veut faire du Congo ou du changement que l'on souhaite apporter à un large éventail de la population.

En RDC, tout se pense dans les grands salons, dialogues, consultations, concertations,... mais personne ne prend le temps de communiquer à la population. Et comme conséquence, il y a un écart sensible entre les gouvernants et les gouvernés. Pourtant, pour produire un vrai changement, il faut susciter l'adhésion de tous et résister contre les forces réactionnaires et les transformer.

V. TRANSFORMATION DES FORCES REACTIONNAIRES

Décider d'un changement, c'est relativement simple sur le papier. Toutefois, il est indispensable de garder en tête que sur le terrain et au quotidien, se trouvent des femmes et des hommes avec leurs besoins et leurs craintes.⁴

Le Congolais est d'habitude très résistant au changement. Voilà pourquoi il est nécessaire de procéder à un travail de transformation de ces forces de résistance au changement à des collaborateurs. Il faut faire comprendre à l'opinion le bénéfice collectif du changement voulu au plan

³ NUBUKPO K., « Entre les plans d'émergence sans vision et des visions sans émergence : la difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement », dans *Politique africaine*, n°145, p. 51.

⁴ GRANGER R., « Vaincre les résistances au changement », disponible sur <https://www.manager-go.com/gestion-de-projet/vaincre-resistance-au-changement.htm>, 18 novembre 2019.

sociopolitique et économique. Ce changement passe par des actions qui visent à bâtir de nouveaux comportements.

VI. BATIR DE NOUVEAUX COMPORTEMENTS

A ce niveau, il est question de guérir les populations congolaises de mauvaises habitudes héritées de la colonisation et des différents régimes qui se sont succédé. Charles de Gaulle ne disait-il pas qu'un Etat, c'est une vision, les institutions et les pratiques ?

Sous la colonisation, la RDC était considérée comme une terre de transit dans laquelle il fallait exploiter pour aller construire la métropole. La traite négrière qui l'a précédée visait aussi à la vider de ces vaillants pour l'industrialisation de l'Occident.

La mauvaise habitude héritée est le fait que le Congolais vit dans son propre pays comme si, il était à l'étranger. Il pense qu'il est au Congo en attendant, est que son avenir se trouve en Europe. Et comme conséquence, il perd le sens du long terme dans son agir et dans ses prévisions. Ce n'est que par l'éducation citoyenne et patriotique que nous pouvons atteindre le niveau de la construction de nouveaux réflexes.

VII. RENFORCEMENT DES INSTITUTIONS

Dans les pays occidentaux, les institutions sont sacralisées. Il n'y a que dans les pays africains en l'occurrence la RDC où les individus occupent le grand espace des débats sociopolitiques.

Il faut renverser cette tendance infructueuse qui fait en sorte que les individus soient plus puissants que les institutions. On ne peut pas construire le changement sans se doter des institutions qui incarnent ce changement.

A ce sujet, Charles de Gaulle définit l'État par ces trois éléments : vision, institutions et pratiques. Cela signifie que l'État conçoit une vision et la met en place dans les institutions et les institutions quant à elles, doivent incarner les pratiques républicaines qui indiquent cette vision.

VIII. DU MIMÉTISME

« La comparaison n'est pas raison » dit-on. Mais elle est la base de tout raisonnement scientifique. Toutes les pratiques socialement répandues le sont par mimétisme et contagion.⁵ C'est ainsi qu'évoluent les modes et les mœurs. La comparaison vise à amener le peuple et ses institutions à corriger ce qui mérite de l'être.

Nous suggérons vivement aux Congolais de construire des mimétismes, des contaminations sociales et politiques qui œuvrent incontestablement dans le sens d'une plus grande correspondance entre les comportements individuels et collectifs.

La RDC devrait suivre par mimétisme les Etats asiatiques qui ont copié les inventions techniques occidentales, les se sont appropriées, à tel point que leurs produits inondent à leur tour l'Occident, comblent leur retard et leur apportent un potentiel qui peut s'avérer décisif pour les combats du futur.

CONCLUSION

Au seuil de cette réflexion, il sied de rappeler qu'il était question de relever les mécanismes à travers lesquels la géopolitique d'intendance imposée à la RDC peut être jugulée dans la gouvernance étatique.

Cette mise en dépendance imposée décrit la stratégie et les conditions dans lesquelles les anciennes colonies continuent à aider les intérêts économiques, politiques, militaires,... des puissances occidentales.

Il ressort que la crise et la stagnation actuelles de la RDC sont voulues et entretenues par certains politiques en place et ceux des pays voisins, le réseau de trusts internationaux de prédatons et la complicité d'une communauté internationale que le statu quo arrange d'une manière ou d'une autre.

⁵ ALEXANDRE L., *La guerre des intelligences. Intelligence artificielle versus intelligence humaine*, JC Lattès, Paris, 2017, pp. 90-91.

Cette situation cahoteuse soumet la RDC dans une posture de « république-colonie ». Pourtant, la république est le lieu d'expression du peuple souverain. Ses habitants sont des citoyens. La colonie est le lieu d'expression de la force, de l'arbitraire. Ses habitants sont des sujets. On peut déduire que les deux termes se contredisent : l'existence de la République doit impérativement exclure la colonie dans ses principes et dans sa pratique. C'est ce qui est souhaité dans cette réflexion.

Ainsi donc, cette réflexion ne s'est pas limitée à décrier la privatisation de la politique congolaise par l'Occident. Elle a également proposé des paradigmes pouvant conduire au changement.

Ce schéma du renouveau passe par la prise de conscience et débouche par la prise des responsabilités afin de permettre au peuple congolais de revendiquer une conscience collective face aux grandes questions internationales impliquant ses intérêts dans la gouvernance mondiale.

Si l'élite politique et intellectuelle congolaise veut redonner à cette République un sens politique au-delà d'une figure de rhétorique abstraite que l'on évoque par défaut plutôt que par conviction, il lui faut réexaminer toutes ses incarnations, toutes les manières dont elle s'est rêvée.

Il est question de réactualiser la République Démocratique du Congo, poursuivre sa démocratisation, étendre les droits, l'égalité, que la République garantit à ses citoyens.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ALEXANDRE L., *La guerre des intelligences. Intelligence artificielle versus intelligence humaine*, JC Lattès, Paris, 2017.
- AMIN S., *Mémoires. L'éveil du sud*, Nouvelles Editions Numériques Africaines, Dakar, 2019.
- ARNAUD L., « Une conscientisation pratique. Les mobilisations culturelles des habitants d'un quartier populaire de Fort-de-France entre autonomisation et politisation », dans *Sociétés contemporaines*, n°118, 2020.

- BAYART J.F., *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Fayard, Paris, 2006.
- BAZENGUISSA-GANGA R., *Les voies du politique au Congo. Essai de sociologie historique*, Karthala, Paris, 2017.
- BONGELI Y.A.E., *Education en République Démocratique du Congo. Fabrique de cerveaux inutiles ?*, L'Harmattan RDC, Kinshasa, 2015.
- CHATAIGNER J.M. et MAGRO H., *Etats et sociétés fragiles. Entre conflits, reconstruction et développement*, Karthala, Paris, 2007.
- CROUZET D., *Travailler, faire son marché, lire la Bible*, Editions Olivetan, Lyon, 2006.
- DE WITTE L., *L'assassinat de Lumumba*, Karthala, Paris, 2000.
- DIOSO O., « L'homme politique congolais demeure celui d'avant 1997 », disponible sur www.lepotentielonline.com/index.php?...politique-congolais.
- GRANGER R., « Vaincre les résistances au changement », disponible sur <https://www.manager-go.com/gestion-de-projet/vaincre-resistance-au-changement.htm>, 18 novembre 2019.
- IYANANIO S.P., « L'Eglise catholique et l'éducation civique des populations en République Démocratique du Congo. Le cas de Shabunda, au Sud-Kivu », Thèse de doctorat en théologie pratique, Université Laval, Québec, 2015.
- KÄ MANA, *Pour l'université alternative en République Démocratique du Congo. Féconder l'émergence des nouveaux universitaires congolais*, Pole Institute, Goma, Janvier 2015.
- KOAMA E., « Si la relation entre les pays d'Afrique et la France était une marmite sale ? », 28^{ème} Sommet France-Afrique, Montpellier, 2021.
- MBEMBE A., *Politiques de l'inimitié*, La Découverte, Collection Sciences humaines, Paris, 2016.
- M'BOUKOU S., « Mobutu, roi du Zaïre. Essai de socio-anthropologie politique à partir d'une figure dictatoriale », dans *Le Portique*, le 06 décembre 2007, disponible sur

<http://journals.openedition.org/leportique/1379> ; DOI :
<https://doi.org/10.4000/leportique.1379>

- NTUDA E., *Terrorisme et piraterie. De nouveaux enjeux sécuritaires en Afrique centrale*, Presses Universitaires d'Afrique, Yaoundé, 2010.
- NUBUKPO K., « Entre les plans d'urgence sans vision et des visions sans émergence : la difficile appropriation par l'Afrique de ses trajectoires de développement », dans *Politique africaine*, n°145, 2017.
- RAMDOO I., « L'Afrique des ressources naturelles », dans *La Vanguardia*, novembre 2019.
- ROCARD M., « Le développement de l'Afrique, affaire de volonté politique », dans *Etudes*, n°398, 2003.
- TREFON T. (dir.), *Ordre et désordre à Kinshasa. Réponses populaires à la faillite de l'Etat*, Musée royal de l'Afrique centrale, Tervuren, 2004.